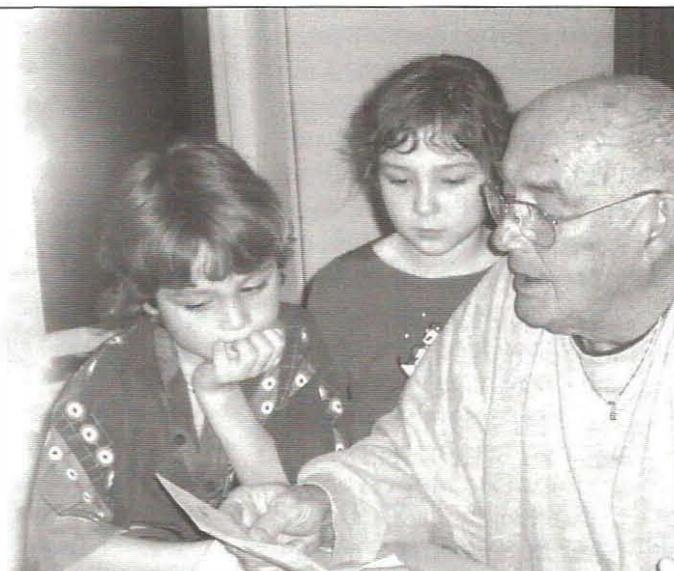


Le processus de la mondialisation: Incidences sur la famille



Par

P. Luc Dupont
Président
de la SROH
Directeur en
stratégies
internationales

Résumé

Malgré la complexité de la mondialisation, les parents disposent d'une marge de manœuvre leur permettant de faire face aux influences que subit leur famille. La connaissance de ce processus économique mondial, incluant la démocratisation de l'espace médiatique et la migration des population, ouvre la porte à des moyens d'intervention qui sont à la portée de tous les citoyens. L'auteur précise ces orientations d'une action engagée, notamment pour prévenir les dangers du cyberspace.

La famille, la plus petite cellule démocratique de la société, est aujourd'hui touchée de plein fouet par le processus de mondialisation qui s'intensifie sous l'impulsion de la libéralisation du commerce, la remise en cause du rôle de l'État, l'expansion et la démocratisation de l'espace médiatique et l'intensification du phénomène migratoire. Tous ces éléments se conjuguent pour bouleverser et parfois confondre les repères traditionnels alors que le changement est devenu une constante dans nos sociétés postindustrielles. L'objet de cet article n'est pas de dénoncer cette nouvelle dynamique mais d'en exposer quelques tenants et aboutissants pour aider les parents et les intervenants à actualiser leurs perspectives. Il vise notamment à leur apporter un soutien dans leur rôle d'éducateur et de modèle auprès des jeunes et des enfants. Commençons par un bref tour d'horizon.

Libéralisation et remise en cause du rôle traditionnel de l'État

Quand on pense mondialisation, ce qui nous vient d'abord à l'esprit, c'est le commerce. En effet, l'accroissement des échanges découlant de l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires a pour effet de rendre accessible une plus grande variété de produits et de services à faible coût ce qui contribue à une augmentation de la capacité de consommation. Nous n'avons qu'à penser ici au succès des figures de proue que sont les chaînes Walmart ou Canadian Tire, sociétés qui sont maintenant imitées par d'autres rendant accessibles, à des prix attractifs, des produits fabriqués à faible coût dans les pays dits en développement. Que l'on songe à la possibilité d'obtenir un appareil photo numérique gratuitement avec l'achat d'une paire de lunettes ou à la possibilité d'acquérir un lecteur DVD pour moins de 50\$.

Ces développements sont entre autres rendus possibles par la détermination de ces pays à améliorer leur qualité de vie en créant pour leur population des emplois et en augmentant leur pouvoir d'achat. Pour ce faire, ces pays adoptent des politiques visant à créer un contexte favorable pour attirer des investissements et pour développer leur secteur privé. En ce sens, leur dessein est légitime et louable. La question de savoir si cela s'inscrit dans une perspective de développement durable relève d'un autre débat que nous aurons l'occasion d'aborder ultérieurement. Cependant, il importe de souligner que ce nouveau cadre de fonctionnement est favorisé en grande partie par les avancées dans le domaine des technologies de l'information qui contribuent à l'émergence de chaînes de valeur globale qui offrent aux entreprises l'occasion de concerter leur stratégie d'approvisionnement dans le monde en fonction de la spécialisation de chacun des pays.

Ces impératifs de coûts et de productivité sont conjugués à l'avènement d'une structure de gouvernance multilatérale qui a pour effet de remettre en cause la capacité de l'État nation d'adopter des mesures susceptibles d'enfreindre le cadre des échanges multilatéraux. Que l'on pense ici à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) qui veille à ce que le commerce se réalise en fonction de repères basés sur la compétitivité et la performance sans être contraint par la protection de secteurs ou des pratiques de subvention visant à satisfaire des groupes d'intérêts ayant une capacité d'influence sur le gouvernement national. En ce sens, la capacité d'action de l'État s'est transformée radicalement au cours des deux dernières décennies. En effet, son rôle maintenant n'est plus de favoriser une « clientèle » donnée mais de développer une capacité concurrentielle pour performer. Ce rôle est particulièrement difficile à assumer alors que nous assistons à un vieillissement de la population active et que les attentes de la population à l'égard de leur gouvernement n'est pas au diapason de cette nouvelle donne.

C'est ainsi que le système social issu de la Révolution tranquille ne semble plus en mesure de composer avec les demandes croissantes des prestataires (santé, éducation, services sociaux) alors que la capacité pour l'État d'accroître le fardeau fiscal est limité par la mobilité croissante des capitaux et des cerveaux capables de trouver refuge dans des juridictions moins onéreuses sur un plan fiscal et administratif. Le fossé entre les attentes à

l'égard de l'État et sa capacité d'intervention met en évidence l'inéluctabilité d'un changement de mentalités. Cette dynamique s'accélère alors que les industries qui avaient autrefois évolué avec succès dans le cadre d'un marché fermé, voire protégé, sont plongées dans un processus de transition enclenché par la délocalisation rendue nécessaire pour accroître la productivité et pour préserver la compétitivité de la maîtrise d'œuvre de l'entreprise.

L'engrenage de la société de consommation finit par absorber le temps au détriment des relations de qualité.



Un potentiel de consommation accru

Cette brève mise en situation nous permet de souligner qu'une des premières incidences de la mondialisation est d'accroître notre potentiel de consommation par l'augmentation de notre pouvoir d'achat (en supposant que nous ayons toujours un emploi) et par l'élargissement des gammes de produits disponibles. Pour la famille, l'action de consommer est grandement facilitée par cet éventail de choix, par les nouvelles formes de persuasion et par l'accès au crédit. Cette démocratisation de

la consommation a pour effet de transformer les valeurs et même la nature des attentes face à l'avenir. Pour ceux qui sont touchés par des fermetures d'usine, c'est parfois le désarroi ou même la colère sinon l'impuissance ou la trahison face à la perte du statut occasionné par le renoncement involontaire à un pouvoir d'achat. Il s'agit d'un drame qui se répercute parfois sur l'ensemble de la famille.

Il existe heureusement au Canada un filet social pour aider ces personnes à survivre, mais pas suffisamment pour qu'elles réalisent leurs ambitions de consommateurs. Ces personnes se retrouvent malgré elles engagées dans un processus de transition. Ceux qui n'y arrivent pas grossissent les rangs de la pauvreté. On désigne souvent ces personnes les « laisser pour compte » de la mondialisation. Paradoxalement, une société dont le système de valeurs repose uniquement sur la consommation donne lieu à des comportements qui ne contribuent pas au bien-être de la collectivité. Nous avons été témoins de cas extrêmes aux États-Unis avec les démêlés de Enron et de Worldcom, deux exemples où s'est manifestée cette obsession du gain sans égard à la bonne gouvernance des institutions, ce qui a mené aux pires excès pénalisant ainsi investisseurs, employés et consommateurs.

Comme le soulignait le généticien et philosophe français Axel Khan dans une entrevue au Devoir (2007) :

Le succès économique de la plus méprisable des entreprises, du projet le plus vulgaire, du

personnage le plus grossier leur assure *ipso facto* une respectabilité qui s'articulant avec leur richesse, en accroît le pouvoir et l'influence sur la société. Dans les milieux défavorisés, l'observation d'une déconnexion entre la réussite financière et l'école aboutit à une dévalorisation du savoir. Le phénomène a même des répercussions sur le choix des carrières par les jeunes plus favorisés. La réussite vantée et vécue se confond avec la position rémunératrice, alors que le prestige de la connaissance et de la science en elles-mêmes est en chute libre.

Les exigences de la société de consommation incitent le père et la mère à s'engager sans compter sur le marché du travail, ce qui laisse moins de temps disponible pour les enfants. Ces derniers, par compétition, imitation ou soif de consommation, développent des goûts de plus en plus poussés, ce qui requiert encore plus d'heures de travail pour augmenter le revenu disponible et

répondre aux besoins nouveaux des enfants. Il va sans dire que l'incapacité de suivre ce rythme devient parfois une source de conflit ou de rupture. Et cela, sans parler du dénigrement dont peut faire l'objet la famille qui ne dispose pas de moyens financiers élevés ou qui doit s'endetter.

L'absence de balises incite à la démesure.



L'engrenage de la société de consommation finit par absorber tout le temps au détriment des relations de qualité au sein de la famille ou même dans la communauté. Plusieurs jeunes passent en effet plus de temps devant le téléviseur ou l'Internet chaque semaine qu'à l'école ou avec leurs parents. Ce manque de disponibilité a pour effet de désengager la population des affaires citoyennes tout en augmentant leur propension à rechercher le divertissement dans leurs courts moments libres.



L'expansion et la démocratisation de l'espace médiatique

La mondialisation est un thème complexe, mais qui passe presque inaperçue dans les nouvelles générations de parents qui l'ont internalisée dans leurs modes de vie ou qui en sont inconscients. Dans les deux cas, l'impact est le même. Le fil conducteur qui transcende cette complexité est celui du sens à donner à ces transformations, mais surtout de comprendre ses ramifications sur le sens humain et la raison d'être de nos actions comme parent ou comme éducateur. Cela suppose la présence de repères et une forme d'enracinement qui sont essentiels pour donner à l'humain des assises alors que les coutumes, les traditions et les valeurs sont remises en cause par l'ouverture découlant de ce processus. Paradoxalement, cette ouverture peut également être une source d'évolution, d'amélioration et même de validation de ces assises. Ainsi l'accès à de nouvelles sources d'information à travers le monde (pensons aux journaux en ligne à l'échelle internationale à consulter en temps réel) avec l'Internet et la formation à distance permettent l'acquisition de connaissances, désenclavant les utilisateurs vivant en région éloignée.

Le défi se résume essentiellement à une question d'équilibre entre ce qui nous est proposé et notre capacité de choisir en fonction de notre force identitaire et de notre conscience pour faire le tri et y adhérer suivant nos convictions et nos valeurs. Mais qu'advient-il lorsque cette capacité de choisir devient un obstacle aux ambitions des entreprises? Dans

un premier temps, on parlera de persuasion, par la voie de publicité institutionnelle ou d'autres initiatives en matière d'affaires publiques et, dans un deuxième temps, il s'agira peut-être de conflits. En effet, la conscience du public à l'égard des pratiques d'entreprises ou d'organisations peut mener à des recours devant l'opinion publique ou les tribunaux comme l'ont illustrés les cas de poursuites à l'égard d'entreprises ayant contaminé des rivières, des terrains ou à l'origine de désastres écologiques. Combien de personnes ayant mené ces luttes ont été dissuadées, par différents astuces, de renoncer à leurs démarches. Dans certains pays ou régions, cela s'est même parfois traduit par des conflits armés.

Sous l'impulsion des avancées dans le domaine des technologies de l'information, le rapport des citoyens avec la société devient de plus en plus tributaire des outils modernes de communication. Parallèlement, les entreprises qui réussissent sont celles qui arrivent à arrimer leurs stratégies avec les occasions d'affaires à l'échelle internationale. Cela donne lieu à l'établissement de réseaux d'approvisionnement ou de distribution à l'ensemble de la planète qui comportent des campagnes de promotions commerciales de base avec des modulations pour leur donner une couleur locale. Ce processus contribue directement et indirectement à une certaine uniformisation des goûts et des habitudes. Par ailleurs, l'univers médiatique étant quelque peu semblable d'un pays à l'autre, cela donne également lieu à des conditionnements similaires que l'on soit en Asie, en Afrique, en Europe ou dans les Amériques.

Les médias proposent différents modèles qui ne sont pas toujours au diapason avec les valeurs familiales.



Les dérives du cyberspace

L'Internet, le câble et la télévision par satellite sans parler du téléphone portable et du phénomène I-Pod contribuent à démocratiser l'espace médiatique. Cette nouvelle dynamique est en train de bouleverser les communications et la notion de relations humaines. En effet, l'Internet favorise la communication à distance en temps réel à faible coût entre personnes vivant très loin les unes des autres. Ce médium permet non seulement d'échanger des messages écrits, mais également de parler en direct en voyant la personne devant soi au petit écran. Parallèlement, le web permet à de simples citoyens, par l'entremise de sites comme «YouTube», de diffuser leurs propres vidéos quand ce n'est pas à partir de leur propre site web.

L'Internet permet à des personnes à travers le monde d'être en contact sans jamais voyager. La nature humaine étant ce qu'elle est, on retrouve de tout sur Internet. Et pourtant, combien de parents se sentent réconfortés à l'idée que leur enfant soit tranquillement rivié à son ordinateur dans sa chambre sans même soupçon-

ner l'existence et les activités de prédateurs à la recherche d'informations confidentielles pour réaliser leur dessein. L'Internet n'étant régi par aucune juridiction, il appartient aux parents d'en comprendre les mécanismes et les modes de fonctionnement pour guider et orienter leurs jeunes de manière à les aider à être vigilants et à faire des choix éclairés.

Par ailleurs, la combinaison portable-vidéo et Internet accroît la capacité de diffusion à la population qui, elle-même, n'est pas à l'abri de nouvelles dérives comme nous l'avons vu récemment dans une école de la région de l'Outaouais. Un groupe d'élèves du secondaire se sont concertés pour mettre leur professeur hors de lui dans le but de filmer sa réaction à partir d'un portable. La vidéo a, par la suite, été téléchargée sur un site pour punir le professeur. Ce geste de vengeance avait pour but de le discréditer, voire de l'humilier. Les élèves ont été réprimandés, mais la vidéo ne pourra jamais être récupérée du cyberspace. Le professeur en question est depuis en congé de maladie prolongé, ayant été dévasté par l'incident.

Une autre illustration concerne la cyber intimidation. Selon une étude en voie d'être complétée à l'Université de Toronto, une nouvelle génération de voyous est en train de voir le jour : les cybers voyous. Selon Mishna (citée dans Armstrong, 2007) l'intimidation traditionnelle repose sur un rapport de force différentiel : l'âge, la taille, l'intelligence, la popularité ou les habiletés. À cette liste s'ajoute une nouvelle forme : la maîtrise de

l'informatique. Si l'intimidation continue d'exister dans les cours d'école, elle risque maintenant de se poursuivre à la maison via l'Internet. Ces cyber voyous forcent ou incitent leurs petites amies à se dévoiler devant le webcam ou à partager des photos mettant en évidence leur corps. Les probabilités que ces images soient diffusées sur le web augmentent sensiblement en cas de rupture de la relation. Les jeunes demeurent muets devant leurs parents pour éviter de perdre leurs privilèges d'accès à l'ordinateur.

La famille doit tenir compte des réalités qui agissent sur elle.



Notre propos ici n'est pas de condamner ces nouvelles technologies mais de mettre en garde les parents et les intervenants sur l'importance de l'encadrement et de la prise de conscience pour aider les jeunes à comprendre ce nouvel environnement dont l'absence de balises incite à la démesure. Tout comme ils ne laisseraient pas les portes de leur domicile ouvertes à des étrangers, les portes d'entrée virtuelles du cyberspace doivent également faire appel à une vigilance. La dynamique engendrée par ces développements a diverses incidences sur la famille. D'une part, les facteurs d'influence agissant sur les enfants ne sont plus limités aux parents ou à la famille élargie.

Ces médias proposent en effet différents modèles ou images qui ne sont pas toujours au même diapason que les valeurs familiales. Ils proposent également des voies pour la réalisation d'aspirations qui ne sont pas toujours compatibles avec les notions de dignité humaine. Citons à titre d'exemple les émissions de télé-réalité (reality show) qui préconisent sans réserve la dégradation humaine dans un seul but monétaire ou de notoriété. Le culte de la vedette et la réalisation instantanée d'ambitions au détriment du respect de soi ou des autres sont monnaie courante. Ce nouvel espace médiatique, malgré ses nombreux avantages, peut, s'il n'est pas ancré dans un cadre relationnel sain, tendre à constituer un univers qui renforce l'isolement et l'absence de liens et de réseaux de soutien tout en véhiculant parfois des stéréotypes contraires à la réalité. Cela peut en soi constituer un obstacle à l'établissement de liens entre citoyens d'horizons et de milieux différents.

Intensification du phénomène migratoire

Les économistes aiment parler de la mobilité de la main d'œuvre et du capital comme des éléments susceptibles de permettre à des organisations de s'adapter à un contexte ou à la conjoncture d'un marché évoluant autour de cycles de croissance, de stagnation ou de déclin. L'ennui c'est que l'être humain n'est pas un facteur de production comme les autres : il a des racines, il évolue au sein d'une famille et dans une communauté. Cet environnement est donc en profonde mutation.

Le phénomène migratoire est plus perceptible en raison de la venue au Canada d'immigrants provenant des quatre coins de la planète. Les causes de ce déplacement sont multiples, mais dans des sociétés vieillissantes comme le Canada, l'immigration permet de maintenir le dynamisme économique du pays. Sans elle, le prix des maisons risquerait de chuter, l'activité économique de stagner sans parler de la léthargie que cela entraînerait à la vie intellectuelle, culturelle et citoyenne. En raison du vieillissement de la population, le Canada fait maintenant face à des pénuries de main d'œuvre qualifiée alors que la mise à la retraite rapprochée des baby boomers aura pour effet de laisser un vide tant dans les grandes organisations que parmi les nombreuses PME (petites et moyennes entreprises) qui s'éteindront après le départ de leur fondateur et principal gestionnaire.

Cette transformation du tissu social exige une adaptation de la part de nos institutions dans les domaines de l'éducation, de l'administration, de la justice, de la santé, des médias et de la culture citoyenne. Cela est nécessaire pour favoriser le développement de dénominateurs communs et désamorcer les facteurs d'exclusion éventuels fondée sur la race, la religion, la culture ou la langue et pour ouvrir les perspectives d'avenir pour l'ensemble des citoyens (SROH, 2004). Les parents ont un rôle essentiel à jouer dans cette dynamique pour développer un esprit d'ouverture, de découverte et d'apprentissage afin de connaître l'autre non pas par souci d'accommodement mais pour tisser des liens. Comprendre et partager, de même

que jeter les bases d'une évolution commune ancrée dans les valeurs de tolérance et de solidarité constituent les défis d'aujourd'hui et de demain.

La famille, qu'elle soit de souche, immigrante, autochtone, de mariages mixtes, reconstituée ou monoparentale, constitue un cadre relationnel dans lequel les enfants y apprennent des valeurs, des règles de conduite, des connaissances et y vivent parfois des difficultés. Un peu comme le climat hivernal rude et rigoureux que nous connaissons qui ne fait pas de discrimination quand il se manifeste dans toute sa blancheur, les pressions de la mondialisation se manifestent également sur l'ensemble des familles. C'est la raison pour laquelle nous devons tous collaborer pour relever ensemble des défis qui nous confrontent comme nous le ferions lors de bordées de neige abondante. Un déneigement collectif efficace sera avantageux pour tous et l'esprit de solidarité manifesté en de telles circonstances nous permettra de partager un destin commun.

Quelques orientations pour reprendre l'initiative

La mondialisation nous interpelle, car nous devons mieux comprendre ses influences dans notre quotidien et clarifier nos choix comme parent, éducateur ou citoyen. Au plan social et économique, la famille doit prendre sa place et rétablir un rapport de force pour que l'évolution du pays contribue à la consolidation de son rôle, notamment dans le développement des enfants, de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte,

par :

- une organisation du travail assurant une conciliation famille et vie professionnelle. Des avancées importantes ont été réalisées à ce chapitre au cours des dernières années, mais la dynamique doit continuer;
- un développement des politiques d'emploi et de la main d'œuvre pour atténuer les conséquences de la précarisation du marché de l'emploi découlant des fusions des entreprises, des rationalisations ou de la délocalisation; pour préparer pour les jeunes un portefeuille de compétences techniques ou professionnelles assurant leur réussite;
- la transformation de la vision de consommateur à celle d'investisseur, c'est-à-dire, la canalisation des efforts vers des objectifs de qualité à long terme alors que la société de consommation tend à privilégier la réalisation d'objectifs à court terme. Sans ce changement d'optique, la réalisation d'un objectif à long terme risque d'être hypothéquée comme en témoigne le taux élevé d'abandon scolaire chez les jeunes, surtout les garçons.

Les facteurs d'influence sur les enfants multiplient les incidences sur leurs comportements. Comment les comprendre, comment les accompagner et surtout comment les aider à tracer leur voie et à prendre en main leur destinée? Un projet de société viable ne peut se faire sans prendre en considération la famille. Inversement, celle-ci peut difficilement évoluer sans tenir compte des réalités qui agissent sur elle. Les

familles en général, et les parents en particulier, ont un rôle à jouer pour démystifier les véritables enjeux de la mondialisation, pour l'appivoiser, voire la mettre au service de leur communauté. Pour ce faire, ils doivent faire les efforts nécessaires pour se prendre en main et comprendre ces enjeux.

Mais comprendre ne suffit pas. Ils doivent faire entendre leur voix et également aspirer à collaborer avec d'autres associations pour que le droit des parents puisse être défendu. Éducateurs, parents et citoyens ont à collaborer à la prise en charge de leur destinée et de celles des jeunes. Personne ne doit céder face aux dictats des médias ou à toute autre forme de persuasion clandestine. Chacun peut travailler à contrer les dérives en collaborant à l'orientation des choix de société où l'humain pourra retrouver sa place.

L'économie, les médias et l'immigration sont en voie de transformer notre société. Cette société nouvelle sera aussi différente pour nous que celle qu'auront connue nos parents au moment de l'avènement de la voiture, de l'électrification à grande échelle et de la télévision. Conscients de ces tendances à long terme, nous devons aujourd'hui préparer l'avenir de nos jeunes pour leur assurer une qualité de vie digne de ce nom. ■

Références

- Le Devoir (2007). L'illusion du libéralisme. Entrevue avec Axel Khan, *Le Devoir*, 19 mars.
- Armstrong, N. (2007). Schoolgirls Bullied into Stripping on Line, *Reuters*, 28 mars.
- Société de recherche en orientation humaine (2004). *Bâtir ensemble notre devenir: un projet singulier pour une société plurielle*, rapport du Congrès international de la Fédération internationale pour l'éducation des parents. Montréal : Les Éditions de la SROH.